

George Beebe : le plan de paix avec la Russie que l'Occident ignore

George Beebe est l'ancien directeur de l'analyse sur la Russie à la CIA et actuellement directeur de la grande stratégie au Quincy Institute. Lire Responsible Statecraft : <https://responsiblestatecraft.org/> Suivre le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennndiesen> Soutenir les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Acheter des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Aujourd'hui, nous avons le grand privilège de recevoir George Beebe, ancien directeur de l'analyse sur la Russie à la CIA, et aujourd'hui directeur de la grande stratégie au Quincy Institute. Merci donc de revenir parmi nous.

#George Beebe

Merci de me recevoir.

#Glenn

Eh bien, face à l'incapacité de parvenir à un règlement pacifique en Ukraine, vous avez récemment cité Eisenhower, qui disait que si un problème ne peut pas être résolu, il faut l'élargir. Dans ce cas, vous ne parlez pas d'escalade, mais de l'élargir au sens, je suppose, de prendre du recul et d'aborder le tableau d'ensemble. Je me demandais si vous pouviez préciser ce que vous entendez par là et comment cela s'applique à la guerre en Ukraine.

#George Beebe

Eh bien, vous vous en souvenez, il y a quelques semaines, le secrétaire d'État Marco Rubio a déclaré à la presse que le processus de paix, l'effort de médiation des États-Unis entre la Russie et l'Ukraine, est vraiment dans l'impasse. Et que nous avons besoin de nouvelles idées. Les choses qui ont été discutées lors du sommet d'Anchorage sont, pour l'essentiel, des échecs, parce que les Ukrainiens n'ont pas voulu les accepter. Il a donc dit : « Nous cherchons de nouvelles occasions de redynamiser

ce processus. Nous cherchons de nouvelles idées, alors restez à l'écoute. » Eh bien, ma proposition, c'est qu'ils doivent envisager d'élargir ce processus de paix, et non d'intensifier le conflit, ce que beaucoup de gens à Washington et en Europe sont plus que disposés à faire.

Mais il faut comprendre qu'il ne s'agit pas seulement d'un conflit bilatéral entre la Russie et l'Ukraine, à propos de territoires et d'autres questions qui relèvent des relations entre ces deux pays. C'est, je pense, avant tout un conflit géopolitique plus large entre la Russie et l'Occident, qui dure en réalité depuis les tout premiers temps ayant suivi la chute du mur de Berlin. Et il porte sur ce que seront les paramètres de la sécurité européenne. Quels seront les fondements de la sécurité européenne ? Et, en particulier, quel rôle la Russie jouera-t-elle en Europe ? C'est un sujet sur lequel l'Occident et la Russie sont en profond désaccord.

Et je pense que, si nous voulons trouver une issue au conflit bilatéral qui se joue entre la Russie et l'Ukraine, il faut prendre du recul et se demander : qu'en est-il de ce conflit plus large entre la Russie et l'Occident autour de la sécurité européenne ? Ce n'est pas quelque chose qui se règlera sur le champ de bataille en Ukraine. Les Russes pourraient, en théorie, conquérir tout le territoire ukrainien. Ils se retrouveraient quand même face à ce problème plus vaste : une OTAN qui a en réalité doublé le nombre de ses membres depuis la chute du mur de Berlin, avec beaucoup plus de territoire, une frontière bien plus longue avec la Russie, et une Europe qui se réarme et qui est très, très hostile à la Russie.

C'est un problème pour les Russes, et ils ne peuvent pas le résoudre simplement en battant l'armée ukrainienne. Alors, qu'est-ce qui inciterait les Russes à discuter avec l'Occident de nouvelles idées ? Je pense que l'incitation, c'est de parler avec les Russes de la sécurité européenne. Cela fait des décennies, trente ans, qu'ils nous demandent de le faire, et nous avons été assez réticents. Ils ont même mis sur la table des projets de traités en disant : « Parlons-en. » Et nous avons répondu : « Eh bien, non merci. » Donc, si vous voulez relancer ce processus, je pense que les États-Unis devraient dire à la Russie : « C'est une question dont nous devons parler. Commençons à le faire. »

#George Beebe

Et je pense que...

#George Beebe

pourrait amener les Russes à envisager le conflit bilatéral avec l'Ukraine dans un autre contexte et, peut-être, ouvrir de nouvelles possibilités.

#Glenn

Oui, alors, j'ai aussi vu Marco Rubio faire valoir que, si vous menez des frappes à plus longue portée, loin à l'intérieur de la Russie — ou plutôt, l'Ukraine, je veux dire. Mais en même temps, ce sont des

armes occidentales. Et selon Politico, le partage de renseignements entre les États-Unis et l'Ukraine s'intensifie. Donc, à cet égard aussi, ce sont nos frappes. Mais quoi qu'il en soit, l'idée est que des frappes à longue portée rendraient la Russie plus flexible, n'est-ce pas, et réduiraient certaines de ses exigences. Mais cela repose sur l'hypothèse que, pour la Russie, cette guerre relève de l'opportunisme : élargissons notre empire, voyons combien de territoire nous pouvons prendre. Si c'est le cas, alors oui, bien sûr, ils auront davantage de marge pour négocier.

Mais si cela concerne l'architecture de sécurité européenne, et que les Russes y voient réellement une menace existentielle, il n'y a pas grand-chose de plus à céder. Autrement dit, les frappes à longue portée ne changeront pas le calcul russe. Ils seront peut-être prêts à se préparer à davantage de sacrifices, mais au bout du compte, ils doivent atteindre leurs objectifs de guerre. Mais c'est ce qui me paraît étrange, parce qu'on ne discute jamais vraiment de ce qu'est la paix. Et si l'on parle de paix, c'est uniquement de ce que veut l'Ukraine. Autrement dit, elle a besoin d'une dissuasion, elle a besoin de garanties de sécurité, et tout cela est raisonnable. Enfin, elle fait elle aussi face à une menace existentielle. Je comprends donc pourquoi cela doit faire partie de la discussion.

Mais en ne parlant pas de l'aspect russe, on semble passer à côté d'une grande partie du problème. Mais en quoi consiste, au juste, l'architecture de sécurité européenne ? Je veux dire, encore une fois, c'est la principale question à résoudre. C'est la préoccupation majeure des Russes. Et on peut ajouter que c'est un désastre pour tout le monde. Une Europe divisée et en guerre, c'est horrible pour l'Europe. Ce n'est pas bon non plus pour la sécurité russe, ni même pour les Américains. Ils voient bien que cela rapprochera les Russes de la Chine. Et puis, bien sûr, il y a le risque de guerre nucléaire. Vous savez, il y a tellement de raisons qui font que c'est une idée terrible. Mais que faut-il faire concernant l'architecture de sécurité européenne ? Quelle est, selon vous, la solution ?

#George Beebe

Eh bien, je souriais pendant que vous décriviez le raisonnement qui a cours en Occident sur l'impact potentiel d'une escalade contre la Russie. Et je me souviens que, lorsque le président Trump a rencontré le président ukrainien Zelensky à la Maison-Blanche, il y a seulement quelques semaines, il a dit : « Oui, ce qui se passe ici, c'est une escalade. » Mais il a ensuite ajouté : « Et nous espérons que cette escalade mènera à la paix. » Autrement dit, le raisonnement en Occident, c'est d'escalader pour désamorcer. Et je pense que cela suivait exactement la logique que vous venez d'exposer ici : il s'agit, dans une large mesure, d'un conflit bilatéral.

Si vous augmentez le niveau de souffrance infligé aux Russes, ils se disent : bon, vous savez, ça ne vaut pas vraiment la peine pour nous de continuer cette guerre. Trouvons un moyen de faire la paix. Mais en réalité, si vous prenez du recul et reconnaissez que les Russes voient cela comme un conflit géopolitique plus vaste, autour de l'Europe et de la relation entre l'Occident et la Russie, alors ce type d'escalade ne fait que renforcer la conviction de la Russie que c'est exactement ce qui se passe ici. Que ce n'est pas un conflit bilatéral avec l'Ukraine. C'est un conflit avec l'Occident, qui utilise

l'Ukraine comme intermédiaire pour affaiblir la Russie. Cela exacerbe donc le sentiment de menace existentielle en Russie.

Je pense que c'est dangereux en soi. Mais si l'on veut briser ce cycle d'escalade et de contre-escalade accrue — car c'est bien ce qui se passe — les Russes ont répondu à ces attaques ukrainiennes de drones à longue portée en intensifiant leur propre campagne aérienne stratégique contre l'Ukraine, puis en fermant le port d'Odessa. Or, comme plusieurs de vos invités l'ont reconnu, c'est dévastateur pour l'avenir de l'Ukraine. Si l'on veut sortir de cette spirale, je pense qu'il faut s'asseoir avec les Russes et leur dire : parlons de ce à quoi devrait ressembler l'architecture de sécurité de l'Europe. Quel est notre intérêt commun ?

Ce que les Russes soutiennent depuis de très, très nombreuses années, c'est qu'il existe un principe dont nous avons d'abord discuté lors des négociations d'Helsinki, en pleine Guerre froide. Ce principe a été codifié dans l'Acte final d'Helsinki. Puis il a été explicitement réaffirmé par la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, au début des années 1990. C'est le principe de l'indivisibilité de la sécurité. C'est en réalité un concept simple. Il reconnaît essentiellement le dilemme de sécurité dont parle la théorie des relations internationales : dans une relation donnée, une partie peut faire avancer ses propres intérêts de sécurité d'une manière qui menace la sécurité de l'autre partie.

Donc, pour réduire au minimum le risque que ce type de dilemme sécuritaire déclenche une spirale d'escalade, il faut reconnaître que les autres parties ont des préoccupations en matière de sécurité. Et il faut en tenir compte quand on cherche à renforcer sa propre sécurité. Nous ne pouvons pas être en sécurité, en Occident, si la Russie est fondamentalement en insécurité, et inversement. Ce qui est intéressant, dans les demandes répétées de la Russie, en réalité, c'est de discuter de ce principe et de trouver des moyens de le mettre en œuvre. Nous n'avons pas été disposés à le faire. Les Russes avaient proposé un traité à l'époque où Dmitri Medvedev était président, sous l'administration Obama. Il disait essentiellement qu'un traité européen de sécurité devrait avoir pour l'un de ses fondements principaux ce principe de l'indivisibilité de la sécurité.

Et puis, lorsque Poutine et le gouvernement russe ont présenté deux nouveaux projets de traité aux États-Unis et à l'OTAN, fin 2021, avant l'invasion de l'Ukraine, ce principe figurait aussi clairement dans ce qu'ils ont mis sur la table. Pour moi, c'est le cœur d'un processus diplomatique. Cela doit être un axe central des discussions entre les États-Unis et la Russie sur nos préoccupations communes en Europe. La question est la suivante : comment trouver un équilibre entre des principes qui entrent en conflit les uns avec les autres ? Les principes énoncés dans l'Acte final d'Helsinki et dans la Charte de Paris sont, par nature, en tension les uns avec les autres. Si vous appliquez l'un d'eux de manière absolue, vous fragilisez d'autres principes qui sont eux aussi importants. Il faut donc trouver un équilibre entre eux.

Le principe de l'intégrité territoriale est en tension avec le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Alors, comment concilier ces tensions ? Pour moi, c'est précisément le rôle de la diplomatie. Donc, ce que je dirais, c'est : de quoi devons-nous parler avec les Russes ? La première

chose dont nous devrions parler, c'est de reconnaître explicitement que ces tensions entre ces principes doivent être discutées, et que nous devons trouver entre eux des équilibres pragmatiques. Or, c'est une approche très différente de celle qu'ont adoptée les États-Unis. En substance, nous avons dit : le principe de l'intégrité territoriale est absolument sacré. Il ne peut être violé d'aucune manière. Il est presque absolu. Le principe selon lequel les États peuvent choisir leur propre alliance militaire est, lui aussi, absolu. On ne peut y déroger d'aucune manière. Et les Russes ont fait valoir : eh, attendez une minute.

Nous devons aussi mettre ces principes en balance avec cette question de l'indivisibilité de la sécurité. Et le simple fait de le reconnaître, et de dire aux Russes : nous devons discuter de la manière de concilier ces tensions, ce serait, je pense, un changement radical dans l'approche des États-Unis. Et cela, à lui seul, pourrait beaucoup aider à passer de ce que Churchill appelait « war-war » à « jaw-jaw », vous savez, la discussion, ce qui serait bien préférable pour toutes les parties concernées, à mon avis. Maintenant, autre chose : je pense que, lorsqu'on entre dans le détail de ce à quoi l'Europe devrait ressembler, nous allons devoir reconnaître que la sécurité européenne ne peut pas être centrée sur l'OTAN. L'OTAN ne peut pas être l'organisation de sécurité paneuropéenne, et ce pour une raison tout à fait fondamentale.

La Russie n'en fait pas partie, et elle considère qu'une OTAN paneuropéenne constitue fondamentalement une menace pour sa sécurité, qu'elle viole ce principe d'indivisibilité de la sécurité. Nous allons donc devoir dire aux Russes qu'il faut trouver un accord qui, oui, préserve l'alliance de l'OTAN. Je pense que les États-Unis n'en sont pas au point où ils seraient prêts à dissoudre cette alliance, mais qui tienne aussi compte des préoccupations russes et trouve un mécanisme permettant à la Russie d'avoir voix au chapitre sur la sécurité européenne, sans que cela passe par l'OTAN. C'est l'arrangement que nous avons proposé pendant une grande partie de la période qui a suivi la guerre froide, lorsque nous disions aux Russes : oui, vous pouvez avoir voix au chapitre.

Vous pouvez avoir voix au chapitre par l'intermédiaire du Conseil OTAN-Russie. Cela vous permet de nous dire ce que vous pensez des décisions prises par l'OTAN. Mais, soit dit en passant, vous ne pouvez pas modifier ces décisions. Ces décisions relèvent de notre droit souverain. Nous allons les prendre. Nous vous en informerons. Nous pouvons en discuter, mais vous ne pouvez pas les changer. Et les Russes ont essentiellement répondu : « Oui, non, ce n'est pas notre vision de ce que devrait être l'ordre de sécurité européen. » Nous allons donc devoir trouver un nouveau mécanisme, et cela devra faire l'objet de discussions.

Mais je pense qu'il nous faudra une sorte d'équivalent relativement restreint du Conseil de sécurité des Nations unies, qui s'appliquerait à l'Europe. Les Russes y auraient un siège et une voix. Ce serait le mécanisme qui permettrait une discussion continue sur la manière d'équilibrer ces principes, concrètement. Et je pense que c'est un sujet dont nous devrions commencer à parler avec les Russes dès maintenant. Ce sera une longue discussion. On ne peut pas résoudre ces questions rapidement. Cela prendra des années. Mais entamer cette discussion et poser, en substance,

certaines principes qui devraient, selon vous, guider ces échanges, cela contribuerait beaucoup à changer le contexte dans lequel la guerre en Ukraine se déroule aujourd'hui.

#Glenn

Mais ce n'est pas comme s'il fallait repartir de zéro. Comme vous l'avez dit, la manière d'organiser les relations entre l'Est et l'Ouest... la structure fondamentale a été posée par les accords d'Helsinki, en mille neuf cent soixante-quinze. Et, en effet, c'est cela qui a jeté les bases de la vision de Gorbatchev d'une maison commune européenne. Comme vous l'avez également dit, les accords d'Helsinki ont jeté les bases de la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, en mille neuf cent quatre-vingt-dix. C'est ainsi qu'on peut avoir une Europe commune. Et puis, de nouveau, la création de l'OSCE en mille neuf cent quatre-vingt-quatorze, elle aussi fondée sur les principes de la sécurité indivisible : comment éviter les lignes de division. Un camp ne devrait pas renforcer sa sécurité aux dépens des autres. L'égalité souveraine.

Je veux dire que beaucoup de ces questions essentielles ont été débattues pendant des décennies. Et puis, pour reprendre les mots de William Perry, dans les années 1990, il a envisagé de démissionner parce qu'il s'opposait à l'élargissement de l'OTAN. Mais son point était que d'autres personnes au sein de l'administration comprenaient que ce serait une erreur — non, pas une erreur, mais que cela aliénerait les Russes et serait perçu comme une menace. Cependant, comme la Russie était faible, on s'est dit que cela n'avait pas vraiment d'importance. On ne gérait plus une grande puissance, ni la compétition entre grandes puissances. Ce n'était pas une grande puissance. La Russie était considérée comme une puissance de troisième rang, en déclin, donc cela n'avait plus d'importance. Mais comme l'ont soutenu Perry, ainsi que George Kennan, un jour, les Russes reconstruiraient leur puissance. Et ils ne sont plus faibles.

Mais je me demande simplement : comment revenir en arrière, alors ? On ne peut pas juste faire l'impasse sur les trois dernières décennies, revenir aux années quatre-vingt-dix, rouvrir le livre et dire : d'accord, regardons la sécurité indivisible. Parce que, vous savez, nous, les êtres humains, nous ne sommes pas si pragmatiques que ça. Et je me demandais : quelle est la voie à suivre, ici ? Parce que vous avez mentionné ce concept : est-ce qu'on privilégie l'intégrité territoriale, ou l'autodétermination ? Ce sont des perspectives, des idées qui s'opposent. Eh bien, à l'époque hégémonique, nous avions ce luxe. Nous n'avions pas besoin de discuter de ces choses-là avec les Russes. Nous pouvions choisir ce qui nous arrangeait. Alors, au Kosovo, on optera pour l'autodétermination.

Et pour la Crimée, nous défendrons l'intégrité territoriale. Donc, vous savez, on peut choisir ce qui nous arrange. Mais ce dont vous parlez, au fond, c'est de redécouvrir la diplomatie. Or cela va aussi à l'encontre de l'hégémonie libérale, parce que toute l'idée est que... vous savez, le libéralisme doit être placé au-dessus de ces questions de souveraineté. Par exemple, la promotion de la démocratie par nos ONG est nécessaire, bien sûr. Et soudainement, vous mettriez un point d'interrogation sur tout ce dont nous parlons, sur tout ce que nous avons construit ces trois dernières décennies, pour

revenir aux années quatre-vingt-dix. Ce sera très difficile. Donc, d'un côté, nous avons une formule, mais elle doit être actualisée, semble-t-il.

#George Beebe

Eh bien, oui, je pense que c'est vrai. Mais je pense que nous ne retournons pas en arrière. Ce que nous faisons, c'est revenir à des principes. Et ces principes sont, en réalité, des principes durables. Les relations internationales n'ont pas été inventées au siècle dernier. Les relations entre les nations et les États souverains remontent à de très, très, très nombreux siècles. Et les principes qui s'appliquent... En vérité, il n'y a rien de nouveau sous le soleil dans la manière dont ces nations interagissent et dans les principes qui s'appliquent. Alors, redécouvrons-nous la diplomatie ? Devons-nous redécouvrir la diplomatie ? Oui, nous le devons. Absolument. Maintenant, pourquoi ? Pourquoi ? Parce que cette hégémonie libérale que vous avez décrite, que nous avons poursuivie pendant l'essentiel de la période qui a suivi la guerre froide, a échoué.

Elle présentait une vision qui ne s'est pas réalisée et qui n'est pas réalisable. Et je pense que nous devons reconnaître qu'il n'est pas possible que la sécurité européenne soit centrée sur l'OTAN, dirigée par les États-Unis et leurs alliés, avec la Russie de l'autre côté, qui acquiescerait plus ou moins passivement à cette situation. La question de savoir si la Russie accepterait, volontairement ou non, cette domination de l'OTAN sur l'Europe a reçu sa réponse. Et cette réponse est un non catégorique. La Russie a montré qu'elle était prête à faire la guerre pour empêcher cela. Elle l'a fait en 2008, en Géorgie. Elle l'a fait de nouveau en Ukraine, d'abord en 2014, puis encore en 2022. Nous connaissons donc la réponse à la question de savoir si la Russie fera la guerre pour empêcher cela.

#Glenn

Et je pense aussi que les intérêts américains ont profondément changé.

#George Beebe

Nous ne sommes plus dans un monde unipolaire. Le monde qui s'est créé avec la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique est terminé. Les États-Unis font face à un rival de même rang, la Chine, ainsi qu'à de nombreuses autres grandes puissances et puissances moyennes redoutables, qui disposent aujourd'hui d'une marge de manœuvre bien plus grande dans le monde qu'au début des années 1990.

#Glenn

Cela signifie que les États-Unis doivent aborder le monde avec une stratégie différente.

#George Beebe

Il est profondément contre-productif, pour les États-Unis, de mener des politiques qui encouragent en réalité un partenariat étroit en matière de sécurité entre la Chine, la Russie et l'Iran. C'est précisément ce contre quoi l'ancien conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, Zbigniew Brzezinski, avait mis en garde dans son livre, « Le Grand Échiquier ». Il disait qu'une telle évolution, une alliance entre la Russie, la Chine et l'Iran, serait le pire résultat stratégique possible auquel les États-Unis pourraient être confrontés. Et pourtant, je pense qu'il est presque impossible de contester, à ce stade, que les États-Unis ont pris, au cours des dernières décennies, des mesures qui rendent encore plus probable ce type d'entente étroite entre ces pays. Or, cela n'a aucun sens stratégique. Je pense que tout le monde devrait le comprendre. Cela signifie donc, à son tour, que nous avons un intérêt.

Les États-Unis ont un intérêt stratégique à ne pas pousser la Russie vers la Chine, à ne pas encourager la Russie et la Chine à s'allier avec l'Iran contre nos intérêts. Et cela doit commencer par l'Europe. Je pense qu'il faut commencer par répondre à ce que la Russie considère comme sa principale menace pour sa sécurité. Cette menace se trouve en Europe. Elle est très directement liée à la guerre qui se déroule actuellement en Ukraine. Et je pense que les États-Unis doivent reconnaître que, stratégiquement, il n'est pas dans notre intérêt de poursuivre le type de politiques d'hégémonie libérale que nous avons menées après la guerre froide, des politiques qui n'ont pas atteint leurs objectifs et qui se sont en réalité révélées contre-productives pour les intérêts stratégiques auxquels les États-Unis sont confrontés dans un monde de plus en plus multipolaire.

#Glenn

Eh bien, Brzezinski est très célèbre pour « Le Grand Échiquier », mais il a aussi écrit, je crois que c'était en 2012, un livre intitulé, je crois, « Le Choix ». Il y expliquait en quelque sorte que, vous savez, alors que le moment unipolaire touchait à sa fin, les États-Unis avaient deux voies possibles. La première consistait à chercher à faciliter l'émergence d'un nouveau monde multipolaire, dans lequel les États-Unis seraient, en substance, les premiers parmi leurs pairs, ou occuperaient au moins une position très privilégiée. Un monde multipolaire que les États-Unis seraient toujours en mesure de façonner. Ou bien ils pouvaient s'accrocher au moment unipolaire. Mais, dans ce cas, les puissances montantes créeraient probablement un système multipolaire en opposition aux États-Unis. Son idée était donc qu'il fallait choisir la première voie. Mais oui, cet argument est moins souvent cité, probablement pour ces raisons-là : ils ne veulent pas renoncer au moment unipolaire.

Mais je retire ce que j'ai dit. Vous avez raison. Inutile de remonter dans le temps. En fait, une grande partie de ce qui a été fait à Helsinki, en soixante-quinze, trouve son origine dans la paix de Westphalie de mille six cent quarante-huit. Nous avons donc une formule. Je vais retenir celle-là. Mais sinon, oui, c'est une bonne idée de prendre du recul. Parce que je me demande : à quel pays appartient Kherson ? À l'Ukraine, à la Russie ? Quelle devrait être l'étendue de la zone tampon russe

à Kharkiv et à Soumy ? Je veux dire, les garanties de sécurité pour l'Ukraine... Tout cela ressemble à des idées mineures, à somme nulle, mais ce sont les symptômes d'un problème plus vaste : l'effondrement de l'architecture de sécurité paneuropéenne.

Si vous pouviez régler ça, au fond, tout le monde en profiterait. Mais est-ce que vous voyez quelque chose de similaire avec l'Iran ? Parce que, vous savez, si on prend un peu de recul là aussi : si le problème ne peut pas être résolu, élargissons-le. Quel est le problème avec l'Iran ? Parce que c'est un peu similaire avec les Russes. On ne parle pas tant que ça de leurs préoccupations en matière de sécurité. Là encore, on a tendance à les balayer en disant que c'est, vous savez, une haine irrationnelle de mollahs radicaux. Mais quel est le problème, ici ? Je veux dire...

#George Beebe

Eh bien, oui. Évidemment, l'Iran a de très graves préoccupations en matière de sécurité. Les États-Unis et Israël ont bel et bien attaqué l'Iran, ont essentiellement décapité ses dirigeants, et ont très explicitement cherché à y instaurer un nouveau régime. Du point de vue iranien, difficile de faire plus existentiel que cela. Alors, quelle est la solution ? Je dirais que nous devrions envisager le processus d'Helsinki d'une autre manière, en ce qui concerne l'Iran. Lors d'Helsinki, notamment, nous avons discuté de l'établissement, de la codification des frontières de l'Europe de l'après-Seconde Guerre mondiale. Et c'était un sujet qui préoccupait beaucoup les dirigeants soviétiques.

Ils voulaient essentiellement que l'Occident reconnaisse de facto que leur contrôle sur la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est était plus ou moins permanent. Nous n'allions pas déclarer ouvertement que c'était légitime et que ce le serait pour toujours. Mais Helsinki nous a permis de reconnaître, en substance et de facto, que ces frontières n'allaient pas changer, du moins pas par la force. À l'époque, les Soviétiques ont dit : « Très bien, grande victoire. » Ils ont engrangé ça. Et puis les autres volets du processus d'Helsinki, ce qu'on appelait la dimension humaine d'Helsinki, ils les ont écartés comme de simples principes qui ne comptaient pas vraiment : le respect des droits de l'homme et ce genre de choses.

Mais, au fil des années, ce qui s'est passé, c'est que beaucoup de gens dans le bloc de l'Est, comme on l'appelait à l'époque, ont pris au sérieux les principes auxquels les Soviétiques avaient souscrit à Helsinki. Ils ont commencé à demander des comptes à leurs propres gouvernements, en disant : « Attendez une minute, vous avez signé ça. Alors pourquoi ne l'appliquons-nous pas ? » Et cela est devenu un mouvement politique important. Et, je pense, cela a contribué à terme à l'éclatement du Pacte de Varsovie et à la dissolution de l'Union soviétique, d'une manière que les dirigeants soviétiques n'avaient absolument pas anticipée en mille neuf cent soixante-quinze. Alors, quel est le rapport avec l'Iran ?

Je pense que l'une des meilleures choses que les États-Unis pourraient faire pour le peuple iranien — et l'une des pires pour la théocratie iranienne — serait d'engager une ouverture diplomatique entre les États-Unis et l'Iran, de rétablir des relations diplomatiques normales. Pourquoi ? Eh bien, d'abord,

jusqu'à assez récemment, lorsque les États-Unis et Israël ont effectivement attaqué l'Iran, beaucoup d'Iraniens, dans la population, avaient, comme les Américains, une opinion relativement positive de la société américaine. C'est le premier point. Ils accueilleraient donc favorablement ce type d'ouverture. Deuxième point : une telle ouverture priverait les Iraniens d'un ennemi clairement identifié. C'est ce que l'un des conseillers de Gorbatchev nous avait dit à la fin de la guerre froide.

Il a dit : « Nous allons vous faire quelque chose de terrible. Nous allons vous enlever votre ennemi. » Et cela s'est révélé assez prophétique, et bien plus important pour les États-Unis, je crois, que quiconque ne l'avait compris à l'époque. Mais si la théocratie iranienne perd ce Grand Satan américain comme ennemi, à la suite du rétablissement des relations diplomatiques, elle devra gouverner autrement. Les attentes du peuple iranien commenceront à changer. Elles commenceront à s'élever. Et je pense que ce serait une bonne chose, au moins pour une évolution en Iran, sinon pour quelque chose de plus soudain. Alors, est-ce que quelqu'un à Washington envisage de faire quelque chose comme ça, et ce que cela impliquerait ? Je n'en connais pas la réponse.

Mais je pense que lever ou assouplir les sanctions économiques, et entamer un processus de rétablissement de relations diplomatiques normales entre les États-Unis et l'Iran, serait profondément dans l'intérêt de l'Amérique. Ce serait bon pour la région. Cela nous aiderait à aborder, dans un autre contexte, la question de l'ouverture du détroit d'Ormuz et à obtenir certaines garanties que les Iraniens ne développeront pas d'arme nucléaire. C'est donc une autre manière d'élargir le problème, dont nous avons parlé dans le contexte de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Mais je pense que cela pourrait ouvrir des possibilités de résoudre certaines questions très difficiles entre les États-Unis et l'Iran, et même de modifier, de façon positive selon moi, l'orientation stratégique du Moyen-Orient au sens large.

#Glenn

Mais à la fin de la guerre froide, et ce sera ma dernière question, Gorbatchev a tout de même mis en garde ses interlocuteurs américains contre toutes les conséquences de ce qu'ils voulaient faire. Autrement dit, si la paix éclate, si nous réussissons, il va y avoir beaucoup de changements. Les deux camps vont perdre beaucoup de pouvoir, parce que la puissance des Soviétiques et des Américains reposait en grande partie sur le fait qu'ils dirigeaient cette confrontation entre blocs. Donc, si la politique des blocs prend fin, les Soviétiques comme les Américains perdront beaucoup de pouvoir.

Et encore une fois, comme l'a dit Gorbatchev, si la paix éclate, beaucoup de nos faucons, des deux côtés, vont s'y opposer. Parce que, vous savez, les gens aiment le pouvoir. C'est tout à fait compréhensible. Mais est-ce que ce ne serait pas un problème au Moyen-Orient ? Parce que si, disons, une nouvelle architecture de sécurité se met en place, qu'on intègre les Iraniens, qu'on assure la sécurité avec eux plutôt que contre eux, est-ce que cela ne réduirait pas aussi une grande

partie de l'influence américaine sur les États du Golfe ? Et compte tenu du pétrodollar, de tous ces intérêts économiques des États-Unis dans la région, dans quelle mesure est-il réaliste de s'éloigner du système d'alliances ?

#George Beebe

Eh bien, je pense que le système d'alliances va finir par nous échapper, si les choses continuent ainsi. Je pense que l'un des enseignements de ce conflit, c'est que les bases militaires américaines dans cette région sont très vulnérables aux attaques. Et ces bases n'ont pas apporté de sécurité à nos partenaires régionaux. En fait, elles ont apporté de l'insécurité. Elles ont fait des Émirats arabes unis, de l'Arabie saoudite, du Koweït et de Bahreïn des cibles, en raison de la présence de bases militaires américaines sur leur territoire. Donc, je pense que cela va devoir changer. Il ne fait aucun doute que cela va devoir changer. Alors, vous savez, l'idée selon laquelle nous ne devrions pas normaliser nos relations avec l'Iran parce que cela saperait les fondements de nos alliances dans la région... ma réaction, c'est : ces fondements ressemblent déjà bien davantage à du sable qu'à du béton. Nous devrions donc réfléchir à une forme de changement fondamental sur ce point.

#Glenn

Oui. Non, il y a... enfin, encore une fois, avec l'évolution de la répartition du pouvoir, on ne peut pas simplement avoir des politiques fondées sur ce qu'on aimerait voir. Il faut s'adapter à la réalité. Et je suppose que oui, c'est l'un des grands défis de notre époque. Enfin bref, merci beaucoup pour votre temps. À moins que vous n'ayez une dernière réflexion.

#George Beebe

Non, c'est parfait. C'est toujours un plaisir de vous parler.

#Glenn

Pareillement. Merci encore.

#George Beebe

D'accord, merci.